

Lycées, CIO, Parcoursup, PPCR,...

NI SOUMISSION, NI NEGOCIATION RETRAIT DES REFORMES BLANQUER !

TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 12 NOVEMBRE

10H : AG de l'éducation, Maison des syndicats, salle A

MANIFESTATIONS : 14H -- PLACE KLEBER A STRASBOURG

10H -- PLACE DE LA BOURSE A MULHOUSE

Le 12 novembre, à l'appel de certains syndicats (Sgen-CFDT, UNSA et FSU), les personnels de l'éducation sont appelés à se mettre en grève afin de revendiquer sur la base du seul mot d'ordre « des moyens pour l'éducation ». Certes cette revendication est légitime, mais pour tous ces syndicats, qu'en était-il des autres réformes, sur lesquelles, rappelons-le, certains ont voté POUR !!!

Après beaucoup d'hésitation, Sud Education Alsace a décidé de s'y joindre puisque les motifs ne manquent pas : toutes les réformes s'inscrivent dans la continuité du projet à la fois libéral et réactionnaire que le ministre a pour l'école, ses personnels et ses élèves.

>> Elargissons nos luttes

Si Sud Education Alsace s'empare de cette grève au départ sans perspective (à part électorale ?), c'est pour permettre l'élargissement du champ des revendications aux LP, LEGT, CIO, services académiques et départementaux ainsi qu'à l'enseignement supérieur. En effet, cette journée de grève fait suite à l'annonce par le ministre Blanquer de la suppression de 3050 postes dans l'éducation nationale. Le seul motif de cette grève, s'il est suffisant en soi, ne doit pas occulter les autres terrains de lutte et le seul mot d'ordre valable : le retrait des "réformes" qui ne sont ni amendables, ni négociables.

>> Un seul poste à supprimer : celui du ministre Blanquer

2650 suppressions de postes dans le second degré et 400 suppressions dans les services académiques (avec déjà 34 postes administratifs supprimés dans notre académie à la rentrée 2018). Si ces suppressions auront bien évidemment des conséquences sur le quotidien des collègues et sur le fonctionnement de nombreux établissements, elles ne sont que la conséquence des "réformes" toujours en cours avec la diminution du nombre d'heures de cours dans les matières générales en LP, la mise en concurrence accrue des disciplines en LEGT qui sont obligées de se disputer les spécialités d'enseignement et donc à terme la disparition de certaines d'entre elles dans les établissements, baisse des moyens en REP/REP+, fusion des académies. La prochaine suppression sera peut-être la tienne !

>> Pour le retrait des "réformes" !

LYCEE PRO : derrière la com', la destruction programmée

L'enseignement professionnel n'est pas épargné. L'injonction est toujours la même : faire mieux, avec moins. Les suppressions d'heures d'enseignement dans les matières générales, et donc de postes dans toutes les matières, ainsi que de la taxe d'apprentissage videront les lycées professionnels de leur substance au profit de l'apprentissage. Le ministre avance ses pions pour préparer la destruction du lycée professionnel. La mise en place des secondes propédeutiques est également une attaque en règle visant la professionnalisation des métiers : déposséder les travailleur-se-s de leurs savoirs et donc de toute forme de pouvoir dans l'entreprise afin de toujours mieux asservir les salarié-e-s.

ORIENTATION : démantèlement de l'ONISEP, disparition des CIO et transfert de la compétence orientation aux régions

Avec la disparition des CIO, c'est un service public neutre et gratuit qui ne sera plus assuré, ce qui va léser particulièrement les populations les plus fragiles (jeunes migrants, décrocheurs, non affectés en rupture de scolarité, etc) et laisser le champ libre aux officines et coachs privés qui factureront à prix fort les prestations de conseil et d'accompagnement en orientation.

Avec le transfert des DRONISEP à la Région, c'est la qualité de l'information exhaustive, neutre, qui ne sera plus assurée, et ce dès le premier janvier...

Avec la compétence de l'orientation aux Régions, c'est l'état qui s'en désaisit et permet donc aux entreprises, aux Chambres des métiers, d'intervenir directement en classe. C'est du lobbying ++ qui entre à l'école en particulier dans les 54 heures, prévu dans la réforme du lycée.

FUSION DES ACADEMIES : nouvelle attaque contre le service public

La fusion des trois académies (Strasbourg, Nancy-Metz et Reims) est prévue pour la rentrée 2021. Le ministère envisage déjà des résistances puisque le projet de loi Blanquer instaurerait la possibilité d'imposer cette réforme par ordonnances. Les conséquences de cette réforme sont très prévisibles et se feront au détriment des personnels (fusion de services et suppressions de postes, mobilité géographique et/ou fonctionnelle imposable dans le cadre du PPCR, multiplication des échelons hiérarchiques, augmentation de la charge de travail sans hausse des salaires,...) et des usagers du service public, familles comme personnels.

LEGT : le flou artistique de Blanquer

Maintenir le flou ou la non information pour désamorcer le mécontentement ou les critiques sur la réforme des LEGT et du Bac. Sud n'est pas dupe. Les ébauches des programmes, les textes officiels (BO du 6 septembre 2018) dressent un avenir désastreux pour les lycées. Les lycées semblent se réduire à un rôle de préparation au supérieur avec une plus grande spécialisation et une évaluation permanente pour le Bac en 1ère et Terminale. Ce qui semble également se profiler c'est la mobilité accrue des profs et des lycéen·nes entre plusieurs établissements avec de la répartition des spécialités.

PPCR : le management c'est toujours non !

La mise en place du PPCR à la rentrée 2017 s'est traduite par un renforcement du pouvoir du chef d'établissement qui évalue désormais les enseignant·es au même titre que l'IPR. Cette nouvelle forme d'évaluation génère chez les collègues davantage de stress et un travail supplémentaires alors que notre charge de travail s'est déjà beaucoup alourdie, sans aucune augmentation des salaires.

Des salaires toujours gelés !

La valeur du point d'indice a été gelée de 2010 à 2016 et l'est de nouveau depuis 2017, les retenues pour pension civile ont augmenté, et la CSG majorée de 1,7 point.. Auquel ce gouvernement répond par une prime au mérite mais pour qui ?

REP/REP+ : contre le torpillage annoncé

La fin annoncée du classement REP et REP+ obligera les écoles et établissements à négocier des contrats établis sur la base d'indicateurs obscurs avec l'administration pour obtenir les moyens nécessaires à leur fonctionnement.

>> En grève le 12, et après ?

A rebours d'une journée de grève purement électoraliste(?), Sud éducation Alsace appelle à en faire une étape de la riposte aux projets de Blanquer. Seul un mouvement de grève massif, durable et organisé à la base par les personnels pourrait combattre ce gouvernement. Or, notre demande d'organiser une assemblée générale des personnels de la maternelle à l'université n'a pas été entendue lors de l'intersyndicale, SGEN, UNSA et SNES.

10H : AG de l'éducation appelée par Sud Education, CGT Educ'action et FO, Maison des syndicats, salle A, 1 rue Sédillot à Strasbourg

14H : manifestation au départ de la place Kléber.

SUD Éducation Alsace appelle à s'emparer de tous les moyens pour dénoncer et refuser ces réformes : motion au CA, refus de négocier la carte des spécialités, investir le conseil pédagogique, informer les parents,... Bref dénoncer des négociations qui n'en sont pas avec ce type de gouvernement qui organise la casse de l'éducation et sa soumission aux intérêts du patronat.

Sud Education Alsace c/o Solidaires
1 rue Sédillot
67000 Strasbourg
sudeducalsace@gmail.com
www.sudeducalsace.info

éducation
Sud
Solidaires